

USPC: Et si on parlait des salariés !?

Le Groupe ArcelorMittal a décidé de sous-traiter une partie de sa comptabilité des plats carbone Europe à Wipro et de délocaliser le reste en Pologne. En centralisant la comptabilité analytique à l'Est, ArcelorMittal divise ses effectifs globaux de plus de la moitié, passant de 318 comptables à 153. De plus, cette plate-forme polonaise qui existe déjà depuis deux ans voit son effectif diminuer de 22 postes de travail (ils étaient 175 en décembre 2008 et passeront à 153 en décembre 2009). Les pays principalement touchés par ces délocalisations sont la Belgique, l'Espagne et la France.

De la rumeur à la réalité

Depuis le début d'année, la rumeur d'une délocalisation et/ou externalisation courrait. Évidemment, très vite les salariés ont cherché à savoir et à lever les doutes d'une situation de plus en plus insupportable pour eux. Très vite la CFDT a été à leurs côtés pour débattre et élaborer ensemble les revendications indispensables. Pas moins de quatre assemblées générales du personnel (avec une présence unanime de tous) se sont tenues depuis mai. Pas une semaine ne s'est écoulée sans aller voir, informer, discuter, où écouter tout simplement ces salariés un peu perdus. Et, ils en ont besoin d'une oreille attentive, ils ont besoin que l'on prenne en compte leurs demandes, leurs attentes et leurs envies. Ils ont besoin d'une attention particulière en ces moments de stress intense, ils veulent être rassurés sur leur avenir, et vite. Cela fait trop longtemps que ça dure. C'est ça, le rôle principal d'une organisation syndicale, de faire avec les salariés, pour les salariés.

Le 16 septembre, la décision du Groupe est tombée officiellement, les plate-formes comptables seront délocalisées au 30 juin 2010. De surprise il n'en n'était rien pour le personnel, persuadé, depuis de longs mois de rumeurs, qu'une telle décision allait finir par tomber. Les salariés de l'Uspc ont vu beaucoup de choses, ont entendu beaucoup aussi et savaient que les affaires étaient mal engagées pour eux. Et, pour toutes ces raisons, ils ont voulu se préparer même au pire. Le pire est arrivé et c'est, hélas, une réalité. Personne ne peut la nier.

Alors, qui prendra le risque de ne rien faire pour trouver les solutions indispensables aux reclassements de ces salariés, qui ? Pas les salariés qui, eux, veulent que le cauchemar s'arrête. Pas la CFDT qui est et restera à leurs côtés jusqu'au bout pour que pas un seul ne soit lésé. Ça aussi, c'est une réalité et c'est de notre responsabilité.

Les procédures à venir

Le 28 octobre dernier, la Direction de Florange a réuni les syndicats pour envisager la possibilité de négocier un accord de méthode. C'est une disposition de droit du travail français qui prévoit, entre autres, les dispositions d'information/consultation du CE, les mesures d'accompagnement sociales envisagées et un calendrier de négociations.

La CFDT a déclaré qu'elle n'y était pas opposée par principe à conditions d'avoir la garantie ferme que l'ensemble des revendications posées par les salariés y apparaissent et soient négociées sans aucun à priori. En effet, la CFDT est venue avec un mandat clair donné par l'ensemble du

personnel de l'Uspc et il sera la feuille de route tout au long des négociations à venir. La Direction a pris note de l'ensemble des demandes des organisations syndicales et a programmé deux autres réunions, les 9 et 16 novembre pour aborder tous ces sujets.

Évidemment, avant de finaliser un accord au niveau local, il faut attendre la consultation du Comité d'Entreprise Européen (CEE) puisque les choix industriels du Groupe ont une portée européenne. Chose qui a été faite le 4 novembre dernier à Luxembourg.

Or, à la grande surprise de beaucoup de syndicats européens, le Secrétaire du CEE s'est empressé de donner un avis. Certes négatif mais avis quand même car la loi n'oblige les Directions qu'à recueillir l'avis des syndicats et rien d'autre. La seule possibilité de freiner les orientations de délocalisations d'ArcelorMittal aurait été de ne pas donner d'avis. Pourtant, les raisons de ne pas valider l'avis étaient grandes.

Des choix plus que douteux

En effet, le 4 novembre les élus du CEE ont appris que le sous-traitant Wipro, retenu comme partenaire par le Groupe, est inscrit sur la liste noire de la Banque Mondiale pour corruption. En outre, il ne peut répondre à aucun appel d'offres de marchés publics jusqu'en 2011 pour ces mêmes raisons. De plus, Wipro est dénoncé régulièrement par de nombreux opérateurs et organisations syndicales pour dumping social. Il est loin d'être une référence dans le secteur en matière de conditions de travail et d'emplois. Il n'y qu'à voir son attitude sur le Technopôle Informatique de Sophia Antipolis (Nice) où après avoir bénéficié d'aides publiques importantes il a décidé malgré tout de fermer ce site.. Par ailleurs, Wipro ne serait pas venu par hasard lorsque l'on sait que L. Mittal et Narayanan Vagul, DG du Board de Wipro, siègent au CA de la banque ICICI.

La boucle est bouclée. Voilà le genre de partenaire à qui le Groupe va céder une bonne partie de sa comptabilité. Effrayant, non ?

Rien sans rien !!

Pourtant, malgré cela ArcelorMittal s'obstine dans sa voie de délocalisation des Uspc. D'ailleurs, certaines rumeurs circulent déjà sur la présence future (mi-janvier ?) des personnels de Wipro et de la plate-forme polonaise sur le site de Florange. Ils y viendraient pour s'accaparer des savoir-faire du personnel florangeois.

Il n'en n'est pas question, pas une seconde et même pas pour rire. La Direction le sait, la CFDT le lui a dit très fermement. Il n'est pas envisageable de laisser piller les compétences du personnel tant que tous, sans exception, aient trouvé une solution digne de reclassement. Cela fait aussi partie des revendications que nous portons et nous les ferons respecter quel qu'en soit le prix. Alors, attention aux tentations de certains apprentis sorciers.

Donc, aux prochaines réunions de négociations de l'accord de méthode, la CFDT ira fermement décidée à défendre les intérêts des salariés de l'Uspc sans concession. Le Groupe veut délocaliser et persiste, mal lui en prenne car le personnel ne paiera pas le prix d'une ineptie.

Il faudra compter sur sa motivation à ne pas se laisser faire, il faudra compter sur la CFDT qui les soutiendra dans leur combat. Avec eux, comme depuis le départ de cette pitoyable affaire, la CFDT sera leur porte-parole et c'est ensemble que les décisions se prendront. Le reste n'est que littérature et brassage d'air.

Après la dernière réunion du 16 novembre, et en accord avec le personnel, la CFDT organisera une nouvelle assemblée générale pour définir la suite.

